

Learning, Immigration and Social Integration
Immigration, Apprentissage et Intégration Sociale¹

par Olivier Meyer, Elaine Biron, Pierre Doray, Paul Bélanger, Simon Cloutier

Communication présentée aux journées WALL
Toronto, juin 2006

Cette communication s'inscrit dans le cadre d'une recherche qui vise à mieux comprendre les relations entre les transitions biographiques et la participation à l'éducation des adultes. Le point de départ de la recherche tient dans l'hypothèse que les transitions biographiques peuvent être des moments intensifs de formation. Si tel est le cas, il s'agit par la suite de se demander quelle signification la formation prend alors aux yeux des participants, dans ce cas-ci, les personnes immigrées.

Le Canada a accueilli, en 2004, plus de 235 000 résidents permanents, soucieux d'y poursuivre leur vie. Si ces derniers ont choisi le Canada, ils ont aussi fait l'objet d'une sélection de la part des pouvoirs publics. Ainsi, pour rappeler la fameuse étude de Thomas et Znaniecki (1998; 1919 1^{ière} édition), il n'y avait vraisemblablement que très peu de paysans polonais parmi eux, ce qui était le cas à une certaine époque. En effet, les politiques d'immigration canadienne visent, depuis plusieurs années, l'entrée des personnes hautement qualifiées ou des « investisseurs ». Le changement de catégories sociales privilégiées par les politiques ne modifie pas les démarches de l'immigrant que sont la désorganisation de la vie individuelle et sa réorganisation, ce qui avait déjà été constaté chez le migrant du *Paysan Polonais* et dans les études d'autres membres de l'École de Chicago. Ces processus s'inscrivent toujours comme composante essentielle du modèle conceptuel central de l'immigration en Amérique du Nord.

Cette communication porte sur les apprentissages réalisés à l'occasion de l'immigration, car ils apparaissent comme un outil stratégique dans le passage obligé de la désorganisation vers la réorganisation d'une vie. L'immigration comme transition biographique comporte en fait une multitude de transitions. Il suffit de penser à la transition professionnelle avec la recherche d'un nouvel emploi, à la transition sociale par l'intégration dans une nouvelle société, à la transition culturelle par le contact avec d'autres modes de vie et d'autres référents normatifs. Cette

¹ La réalisation de ce texte a été rendue possible grâce à une subvention du Conseil de recherche en Sciences Humaines du Canada (CRSHC). Les auteurs veulent aussi remercier Nikunja Népal, Karima West et Manjet Birk qui ont participé à la mise en œuvre de l'enquête.

caractéristique de l'immigration présente une occasion unique pour examiner l'articulation entre ces transitions et la participation à l'éducation des adultes.

L'apprentissage informel et l'éducation formelle sont devenus des éléments centraux qui influenceront non seulement la probabilité de sélection d'un immigrant, mais aussi son expérience sociale d'intégration. Selon Statistiques Canada, 40% des immigrants reçus au Canada dans les années 1990 étaient titulaire d'un diplôme universitaire, alors que ces derniers constituent 23% de la population native (Schugerensky, 2004). Les immigrants admis doivent rencontrer les conditions d'admissibilité établies par le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada qui privilégie la formation élevée comme premier critère de sélection. Le système de pointage établi par le ministère et exposé en Annexe 1 démontre qu'une formation diplômée de 15 ans et plus est nettement plus valorisée que toute autre caractéristique que peut avoir un 'immigrant économique'. Pour plusieurs, ce choix politique doit d'ailleurs se poursuivre pour faire face à la décroissance démographique et assurer la croissance économique. Selon la *Conference Board of Canada*, l'immigration est déjà responsable de la croissance nette de la main d'œuvre à Toronto, à Montréal ainsi qu'en Saskatchewan, au Manitoba et en Nouvelle Écosse (Bloom, 2005).

En plus d'assurer son intégration professionnelle, le migrant doit aussi être en mesure de gérer les autres facettes de sa vie, comme nous l'avons déjà mentionné. Globalement, il est possible de distinguer deux sphères où se réalisent l'intégration : l'emploi (intégration professionnelle) et la constitution d'un réseau social (intégration sociale). Par ailleurs, les dimensions sociales et culturelles qui influent le processus d'intégration sont multiples. En ce sens, les caractéristique d'un individu (âge, sexe, appartenance ethnoculturelle, formation, compétences linguistiques, capitaux divers, etc.) peut moduler la nature du processus d'immigration².

Qui dit immigrant dit souvent minorité visible, la majorité des premiers pays exportateurs de main d'œuvre vers le Canada sont sous-développés et habités en majorité par des individus reconnus au Canada comme des minorités visible. Dans *The Civil Rights Project : why segregation matters* (Orfield et Chungmei, 2005), les auteurs argumentent que l'appartenance ethnique explique de manière significative une partie du taux de pauvreté et ils confirment aussi que la pauvreté a une incidence significative sur le taux de décrochage scolaire. De plus, sans liens sociaux et possédant souvent un capital social faible à l'arrivée, les immigrants se voient souvent exclus des secteurs les plus lucratifs de l'économie qui sont, dans plusieurs cas, jalousement protégés par des intérêts particuliers ou encore par les ordres professionnels (Hirschman, 1982).

² Une première raison tient dans le fait que ces caractéristiques sont des dimensions utilisées dans le processus de sélection des immigrants.

Les femmes et les minorités visibles sont parmi les populations les plus à risque de vivre des situations de pauvreté (Orfield et Chungmei, 2005; Letarte, 2006). Selon Renaud, l'effet négatif de l'immigration sur le niveau économique tend à s'estomper. En effet, l'effet net négatif de l'origine nationale sur la performance économique individuelle disparaît après 10 ans pour presque toutes les catégories ethno-culturelles, (à l'exception de ceux originaire du Vietnam, du Liban, de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient) (Renaud, Piché et Godin, 2003). L'étude cite la discrimination, le manque d'adaptation de la part de immigrées et/ou de la part de la population réceptrice comme explications possibles de la discrimination économique, bien qu'il « *n'y a plus d'effets inégalitaires de l'origine nationale dans l'accès aux bons revenus une fois qu'on a accédé aux bons emplois* (Renaud, Piché et Godin, 2003). »

Selon une étude menée pour le Ministère de l'Immigration et des Communautés culturelles (Renaud, Cayn, 2006), après 3 mois de résidence, environ la moitié des immigrants occupait un emploi et après un an, plus des deux tiers d'entre eux avaient obtenu un emploi correspondant à leur niveau de scolarité. Après 5 ans de résidence, ce pourcentage s'élève à presque le trois quarts (Renaud et Cayn, 2006) une fois, d'autres études démontrent que malgré une insertion professionnelle, les immigrants « performant » nettement moins bien que la moyenne de la population. De plus, le sort des cohortes récentes est moins heureux que par le passé (Maitra et Siddiqui, 2004; Reitz, 2001; Gruda, 2006). Selon le Conference Board of Canada, l'écart des revenus entre les immigrants et les non immigrants au pays était de 11% en 1991 et de 14.5% en 2002 (Bloom, 2005). Le ralentissement de l'économie pendant cette période pourrait expliquer une partie de ce déclin (Gruda, 2006), et nombreuses sont les études démontrant que les cohortes d'immigrants reçus pendant la période dite des « 30 glorieuses » ont bénéficié de conditions économiques plus favorables que les cohortes suivantes (Reitz, 2001; Hirschman, 1982; Goldlust, 1974).

Le Conference Board cite la non reconnaissance des diplômes (déqualification) et l'absence de reconnaissance des expériences professionnelles étrangères comme les principales raisons explicatives probables pour cet écart (Bloom, 2005). Parce qu'elle est directement liée à notre thématique de recherche, la déqualification et la non reconnaissance des expériences professionnelles antérieures mérite une attention particulière³. Elle est l'origine d'un paradoxe qui influe négativement à plusieurs niveaux. Nous avons déjà établi que le Canada est à la recherche active de travailleurs qualifiés – mais une fois arrivés, les immigrants découvrent que leurs diplômes n'ont pas la même valeur sur le marché du travail que les diplômes canadiens. Selon la World Education Services, 40%

³ Cette question revient souvent dans la parole de nos répondants, notamment en raison de l'ampleur de ses conséquences économiques et sociales.

des employeurs éliminerait des candidats avec des qualifications étrangères faute de savoir comment les évaluer et 80% ne pouvait citer aucune association accordant des équivalences (Owen, 2005). Encore selon le Conference Board, les frais de cette forme de déqualification sont payés par le migrant lui-même qui se voit obligé de répéter des apprentissages ou de dépenser un temps considérable afin de régulariser sa situation. Elle possède aussi des conséquences sociales et psychologiques aussi : « *La déqualification professionnelle ce n'est pas seulement une perte sur le plan monétaire..., c'est aussi une perte de statut et d'estime de soi* » (Letarte, 2006). Il s'agit, aussi d'une perte économique collective annuelle de 4.1 à 5.9 \$ milliards à l'économie du pays (Bloom, 2005).

Les principales raisons indiquées par les immigrants pour ne pas chercher à obtenir des équivalences seraient le manque de temps, le risque de devoir payer pour l'obtenir sans qu'elle soit reconnue par la suite, la répétition d'apprentissages déjà effectués ainsi que la manque de soutien (connaissances) de la part des entreprises et des écoles (Bloom, 2005). Les employeurs opèrent eux-mêmes selon leurs propres standards de performance et il est possible qu'ils favorisent des candidats canadiens à l'admission (Grahame, 1998). En général les équivalences sont accordées par les ordres professionnels. On comprend alors l'importance de la Reconnaissance des acquis et du rôle que joue ce nouvel élément des politiques d'éducation des adultes. Les Ordres ont été fortement critiqués, par les gouvernements et par les immigrants eux-mêmes pour le faible nombre de reconnaissance accordée, sans compter la lenteur du traitement des dossiers. Bien qu'on souligne la lourdeur de tels mécanismes,⁴ il y a ici un conflit d'intérêt objectif entre les ordres et les demandeurs immigrants.

Cette déqualification semble d'autant plus problématique que l'éducation était considérée comme une caractéristique pré migratoire qui ouvre la voie à la transition (Hirschman, 1982; Grahame, 1998). Socialement, nous sommes face à un paradoxe. D'un côté, l'éducation est valorisée dans la sélection des immigrants, de l'autre, elle n'est pas reconnue par les instances locales de gestion de la main-d'œuvre.

Le processus de déqualification par l'absence de reconnaissance des diplômes acquis et des compétences peut être une source de formation formelle si les individus veulent obtenir un diplôme local et faciliter leur insertion professionnelle. Cette circonstance n'est pas la seule à favoriser la participation à la formation des immigrants. Pensons par exemple aux cours proposés aux immigrants pour apprendre les langues officielles utilisées au Canada et favoriser leur intégration culturelle.

⁴ A leur défense, le directeur du Conseil Interprofessionnel du Québec, André Gariépy souligne que la demande d'équivalences a augmenté de 516% en 6 ans et que la CIQ ne reçoit que \$500 000 des \$10M qu'ils ont demandé au gouvernement Charest afin de venir à bout de ce problème (Bloom, 2005).

La population immigrante représente donc une partie non négligeable de la demande en formation aux adultes. L'analyse des données quantitatives indique que les immigrants récents (<10ans) participent proportionnellement plus souvent que ceux nés au Canada. Ceci dit, la logique de participation n'est pas toujours la même et la formation n'est pas le seul outil d'intégration disponible.

Sur la base des données quantitatives résultant de l'enquête nationale du groupe WALL (N : 9600) et de l'analyse de 16 entrevues effectuées avec des répondants immigrés, cette communication tentera de dégager les stratégies d'intégration, les sources d'aide et de frustration à l'intégration. Si apprentissage il y a eu dans le passage obligé de réorganisation, quels ont été les leçons apprises, dans quel objectif, de quelle manière et quels ont été les résultats ? L'étude permet de dégager l'émergence de trois profils types : les répondants ayant réussi une intégration autant sur le plan social que professionnelle, ceux ayant réussi une des deux et finalement aucune des deux - souvent mais pas uniquement chez les plus récents arrivés. Mise à part la formation, quelles caractéristiques personnelles ou quelles actions facilitent l'intégration des immigrants ? Quelles différences entre hommes et femmes et quelles recommandations pouvons-nous faire suite à l'analyse de leur expérience de migration ? Voici quelques-unes des questions auxquels nous tenterons d'emmener des éléments de réponse.